



**PREFÊTE
DU LOIRET**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ARRETE

portant mise en demeure de la société EGGFARMS SAS exploitant un élevage de poules pondeuses sur le territoire de la commune de NEUVY EN SULLIAS, route de Viglain, au lieu-dit « L'Orme » de respecter les prescriptions qui lui sont applicables

**La préfète du Loiret
Chevalier de la Légion d'honneur**

Vu la directive n° 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution), dite directive IED;

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5, R. 515-70, R. 515-71, R. 515-72;

Vu le décret du 10 février 2021 nommant Mme Régine ENGSTRÖM préfète de la Région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 octobre 2012 autorisant la société EGGTEAMS - DOMAINE DE L'ORME, représentée par Monsieur Jacky PELLETIER, à réorganiser et à augmenter les effectifs à 220000 poules pondeuses de l'élevage qu'elle exploite sur le territoire de la commune de NEUVY EN SULLIAS, route de Viglain, au lieu - dit « L'Orme » ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2021 portant délégation de signature à Monsieur Christophe CAROL secrétaire général adjoint de la préfecture du Loiret ;

Vu le courrier de notification de changement d'exploitant émis par la société EGGFARMS SAS, à la date du 1^{er} février 2022 ;

Vu le rapport du 24 mai 2022 de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courriel en date du 22 juin 2022 ;

Vu le courrier du 16 juin 2022 de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courriel en date du 22 juin 2020 ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 1^{er} juillet 2022 ;

Considérant qu'il convient d'acter le changement de raison sociale et le changement du responsable d'exploitation ;

Considérant que l'effectif et le mode de fonctionnement du site restent inchangés ;

Considérant que les modalités de stockage sous bâtiment des fientes pré-séchées ne respectent pas les prescriptions techniques imposées par les arrêtés susvisés ;

Considérant que les modalités mises en place afin de limiter la prolifération d'insectes est insuffisante au sein du bâtiment de stockage de fientes pré-séchées ;

Considérant que l'inspection a observé que le bâtiment de stockage de fientes pré-séchées était envahi par des mouches ;

Considérant que le convoyeur et les divers équipements, canalisations servant au transport des fientes des bâtiments d'élevage vers le bâtiment de stockage des fientes pré-séchées ne sont pas suffisamment nettoyés et qu'il en résulte une accumulation de fientes à divers endroits et que des mouches et autres insectes peuvent s'y reproduire aisément ;

Considérant que les modalités de stockage des fientes pré-séchées sous bâtiment ne peuvent permettre leur retournement comme imposé par l'arrêté préfectoral sus visé ;

Considérant que les tas de fientes pré-séchées ne font pas l'objet d'un contrôle et d'un enregistrement des températures comme imposé par l'arrêté préfectoral susvisé ;

Considérant que l'absence de retournement des tas de fientes pré-séchées et de contrôle des températures a généré un phénomène d'auto-combustion ;

Considérant que le bassin de décantation réceptionne diverses eaux dont les eaux d'extinction polluées suite à l'incendie survenant au mois de février 2022 ;

Considérant qu'il convient de connaître les réseaux d'eaux pluviales et d'eaux usées existants sur le site ;

Considérant que les fientes pré-séchées embrasées puis stockées à la périphérie des bâtiments sur l'aire imperméabilisée se sont déversées dans le bassin de décantation ;

Considérant que ce même ouvrage ne doit recueillir que des eaux pluviales provenant des aires imperméabilisées et donc être dépourvu de toutes substances susceptibles de générer une pollution du cours d'eau « le Ru du Mothois » – affluent du Dhuy ;

Considérant qu'il convient de s'assurer du respect des prescriptions techniques et plus particulièrement celles imposées par l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 et par l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2012 susvisés ;

Considérant que l'élevage exploité par la société EGGFARMS SAS doit respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 et l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2012 susvisés ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général Adjoint de la préfecture du Loiret

ARRETE

Article 1 :

La société EGGFARMS SAS, dont le siège social est situé ZI B 453 boulevard de la République – 62232 ANNEZIN exploitant un élevage de volailles situé route de Viglain lieu-dit « L'Orme » sur la commune de NEUVY EN SULLIAS, est mise en demeure de :

- vidanger et réfectionner le bassin de décantation sous un délai de 6 mois,
- justifier du devenir des eaux en cas d'incendie sous un délai de 3 mois,
- procéder au curage, à la désinfection et à la désinsectisation des équipements servant au transfert des fientes pré-séchées des bâtiments d'élevage vers le bâtiment de stockage sous un délai de 3 mois,
- justifier de la mise en place de dispositifs permettant de s'assurer qu'au vu de la quantité de fientes pré-séchées stockées sous bâtiment, il n'y ait pas de prolifération d'insectes ni de risque de sinistre lié au phénomène d'échauffement des fientes pré-séchées et ce, sans délai,
- communiquer à l'inspection un plan de lutte pérenne contre les insectes sous un délai de 1 mois,
- mettre en place un registre sur lequel sera indiqué la périodicité, la date des traitements insecticides sous un délai d'un mois,

- procéder à un diagnostic de l'ensemble des canalisations du site comprenant les eaux pluviales et eaux usées sous un délai de 3 mois,
- communiquer les procédures relatives au contrôle des températures et de retournement des andains sous un délai d'un mois.

Article 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

Le présent arrêté est notifié à la société EGGFARMS SAS par voie postale.
En application de l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Loiret pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 :

Le Secrétaire Général Adjoint de la préfecture du Loiret et l'Inspection de l'environnement en charge des installations classées de la Direction Départementale de la Protection des Populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Orléans le - 8 JUL. 2022

Pour la Préfète et par délégation,
Pour le Secrétaire Général absent
Le Secrétaire Général Adjoint



Christophe CAROL

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal Administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS CEDEX 1 dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application Informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à M. le Préfet du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLEANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition Écologique et Solidaire - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux prévus par l'article R.181-50 du code de l'environnement.

DIFFUSION :

- EGGFARMS SAS
- Monsieur le Maire de NEUVY-EN-SULLIAS

